

Les réseaux

Les réseaux constituent sans doute encore l'un des aspects les moins bien connus de la Résistance. Pourtant, leur rôle logistique, en matière de renseignements, de transmission, d'évasion a été capital. A la Libération, on compte environ 270 réseaux de composition et aux missions diverses.

Dès 1940, Churchill crée le SOE (Special operation executive), chargé de missions de sabotage en Europe occupée et dont la section française est dirigée par le major Buckmaster. Il envoie des agents en France et coiffe des réseaux français « Alliance » est l'un d'eux. D'autres organisations se constituent, telle le réseau monté par des officiers polonais « Familia F2 », chargé d'organiser des évasions.

La France Libre se dote, quant à elle, d'un deuxième bureau, dirigé par Dewavrin « Passy », dont les filières se développent sur tout le territoire, si bien que ce service de renseignements devient en janvier 1942, le BCRAM (Bureau central de renseignement et d'action militaire). Cet organisme est divisé en plusieurs sections : renseignement, évasion, contre espionnage, technique-chiffres-finances, études et coordination, documentation et diffusion, action militaire. Cette dernière branche est détachée en août : le BCRAM devient BCRA. Ses relations avec le SOE sont parfois tendues, les Britanniques ayant la maîtrise des avions et moyens de transmission, ainsi que de la formation des agents.

Quelques règles sont impératives pour le bon fonctionnement d'un réseau, qu'il soit d'évasion, de renseignement ou d'action : un effectif hiérarchisé, les membres sont répartis selon trois catégories : les P0 (agents occasionnels), les P1 (ils ont une fonction régulière dans le réseau mais gardent une activité officielle) les P2 (ils se consacrent complètement au réseau). Le nombre des membres varie beaucoup d'un réseau à l'autre (de 20 à 500) ; il y a des postes à haut risque, comme celui de radio (les « pianistes ») que les Allemands repèrent facilement avec des camions de goniométrie. Autre impératif, la mobilité et l'adaptabilité aux missions : plusieurs réseaux d'évasion se sont petit à petit consacrés au renseignement. Enfin, dans ces formations à caractère fortement militaire, le cloisonnement des membres et des filières est nécessaire. Selon l'historienne Dominique Veillon, « le rôle des sans grade se révèle irremplaçable car la forme même d'un réseau impose la solitude et l'isolement ». Le non-respect de cette règle a causé la chute de nombreuses filières.

Dans la résistance iséroise comme ailleurs, les réseaux prennent des formes et des objectifs multiples. Les premiers sont consacrés à l'évasion : une filière du réseau du Musée de l'Homme, montée par le directeur des usines Coquillards, se charge de faire passer en Suisse des évadés et des réfugiés traqués. Le réseau « Familia F2 » a une antenne en Isère (où réside une communauté polonaise) ; il organise des évasions vers l'Angleterre, ainsi que le réseau belge, travaillant sous couvert d'un bureau d'assistance installé rue Edouard Rey, qui se consacrera également au renseignement. En 1942, ce dernier prend une dimension nationale sous les noms de « Sabot », « Reims » puis « Coty ». Son commandement ayant été décimé en mai 1944, le réseau monte son nouveau siège national à Grenoble. Il est alors dirigé par Emile Souweine « Joséphine » et Pierre Fugain « Mickey, Commandant Richard ». Son rôle est de collecter des informations militaires sur tout le territoire (par exemple, sur les installations des rampes de lancement des fusées V2 dans le Nord)



Pierre Fugain. Coll. Pierre Fugain



Emile Souweine. Coll. Pierre Fugain

Le réseau « Marco Polo » auquel appartient le Doyen Gosse est, quant à lui, destiné à protéger de la documentation scientifique.

Avec l'apparition des maquis, les alliés et les Français libres envoient plusieurs missions parachutées dans les Alpes, notamment sur le Vercors, pour évaluer leurs potentialités militaires. A cet effet, Francis Cammaerts est envoyé dans la région par le SOE en mars 1943 pour superviser les différentes missions. La mission «Cantinier », composée d'un Français, d'un Britannique et d'un Américain arrive en septembre 1943 ; la mission «Union », parachutée en janvier 1944 à Saint Nazaire en Royans, et les équipes Jedburgh (chargées de coordonner les soulèvements armés de groupes de résistants avec les plans alliés), parachutées en juin 1944. Par ailleurs, l'état major du Vercors est en contact constant avec la DGSS par l'intermédiaire des radios émetteurs Claude Wolf puis Robert Bennes.

Ces contacts ont conforté les responsables civiles et militaires du Massif quant à son rôle dans les combats de la Libération.

Après la guerre, 266 réseaux seront homologués, la plupart s'étant formés entre 1943 et 1944. 150 000 agents (occasionnels non compris) seront dénombrés. Leurs pertes sont élevées, notamment pour les « radios » : 75% de tués pour les années 1941 et 1942, avant que le BCRA n'institue de nouvelles consignes de prudence.

Bien que beaucoup d'entre eux aient été inexpérimentés, les combattants de ces réseaux, souvent restés anonymes dans l'effort, ont indéniablement contribué à la victoire en 1944.